



dodis.ch/12496  
R. J. V. R. d.  
73 VII  
Kohl

CONSULAT DE SUISSE  
EN ALGÉRIE

CONFIDENTIEL

ALGER. 6 juillet 1957  
27, Bld Carnot  
Téléphone 339-02 et 383-12  
Chèques postaux N° 53-89

RÉFÉRENCE: Notre H.51.-V/Pt  
Votre

A la Division des Affaires politiques  
du Département politique fédéral,

B e r n e

en									
Objet									
Vise									
Tel. 18.78.424									

Monsieur le Ministre,

Après un séjour de deux mois et demi en Suisse, je me demandais non sans appréhension, on le comprend, comment je retrouverais l'Algérie, à la suite d'événements comme la tuerie dite de Melouza, les explosions meurtrières de bombes dans la capitale ou ses environs immédiats, les émeutes de la Pentecôte.

Extérieurement, la ville m'est apparue telle que je l'avais connue au début de l'année, toujours affairée, dynamique; le couvre-feu avait été reporté de neuf heures à minuit depuis quelques jours, et les rues n'étaient pas beaucoup plus calmes, le soir, qu'en temps ordinaire : on n'ignore pas que la vie nocturne n'a jamais été intense dans la capitale algérienne. La chaleur aidant, les terrasses des cafés sont fréquentées à peu près comme si de rien n'était.

Sous cette apparence d'insouciance, j'ai cru deviner cependant les traces d'une évolution profonde : à l'assurance du début de l'année, à la confiance obstinée sinon aveugle en la politique du Ministre Lacoste, font place, chez les Européens d'Alger, l'inquiétude et la désillusion. Est-ce pour cela que, cette année, on assiste, pour la période des vacances, à un exode tel qu'on n'en avait jamais connu, alors qu'en 1956, on voulait affirmer, en restant à Alger en plein été, un attachement indissoluble à cette terre ? Mon collègue britannique m'assurait, ces jours, que de tous les Français d'Algérie qu'il connaît, aucun ne lie encore l'avenir de ses enfants à ce pays. Le point de vue est sans doute excessif et n'est pas, je pense, celui de tant de "petits" Européens solidement enracinés au sol, qui n'ont pas pour leur descendance les perspectives des "gros colons", de l'élite du commerce et de l'industrie, ou des agents supérieurs du gouvernement français.

Un haut magistrat d'Alger, libéral de jugement, m'a confié de son côté qu'il avait perçu comme moi un changement d'état d'esprit à Alger; il discerne de la

On est prié de joindre à toute demande l'affranchissement pour la réponse et de ne traiter qu'un objet par lettre



lassitude de part et d'autre.

Ce n'est pas encore le ton que donne la "Semaine en Algérie", dont le Gouvernement Général fait le service aux représentants des pays étrangers. Plusieurs de mes collègues considèrent que ce bulletin, dont la rédaction est dirigée par M. Gorlin (selon certains ce serait un communiste !), est d'une insigne maladresse. Il se compose principalement de renseignements assez fastidieux dénombrant les rebelles tués et les armes récupérées de l'ennemi, des clichés usés de la propagande officielle, de citations des rodomontades des mouvements "ultras", dont le style emphatique doit faire rougir les mânes de Déroulède, ou de reproductions de textes de la rébellion choisis à dessein parmi les plus propres à terrifier les esprits, à augmenter la crainte d'un développement du terrorisme dans la métropole (des maquis, selon des déclarations attribuées à un dirigeant du Front de libération nationale, à Tunis, se constitueraient dans les régions de Fontainebleau, de Saint-Etienne, de Lyon et de Besançon, avec l'aide et le conseil du parti communiste).

Il fait partie de la logique de la démarche d'esprit qui a construit le "complot" international contre la France de mettre en valeur l'aide que les voisins immédiats de l'Algérie apportent aux rebelles. La "Semaine en Algérie" n'y manque dans aucun numéro. La Tunisie était surtout visée jusqu'à maintenant (M. Bourguiba est d'ailleurs l'un des objectifs préférés des attaques de certaine presse algéroise.) Un des derniers bulletins du Gouvernement Général mentionne, à côté de fournitures très importantes d'armes, d'un "appui direct ... par des éléments réguliers tunisiens", les conseils de négociations que le chef du gouvernement tunisien donnerait aux dirigeants rebelles, la conjoncture lui paraissant favorable à des pourparlers avantageux pour eux, alors que d'ailleurs les combattants algériens éprouveraient des échecs de plus en plus importants. Le même bulletin consacre un supplément spécial aux activités du F.L.N. au Maroc. Dans la partie orientale de l'Empire chérifien, le F.L.N. serait devenu un Etat dans l'Etat, il imposerait aux "Français musulmans d'Algérie" des prestations très lourdes, le service militaire et de "multiples servitudes". Ces Français, réfugiés ou non, seraient de moins en moins supportés par le gouvernement marocain. Le peuple marocain, nettement favorable aux rebelles dans l'in-

térieur, serait, dans l'Est, excédé et ne leur apporterait aucun soutien financier; aucun volontaire marocain ne s'engagerait pour combattre en Algérie.

Les échos des tristes événements que j'ai rappelés au début de ma lettre résonnent toujours dans la "Semaine en Algérie".

Quant au massacre de Melouza, les bulletins continuent à en attribuer la responsabilité entière au F.L.N. Tel n'était pas du tout l'avis du Consul général de Grande-Bretagne, qui, revenant de Londres au moment où je rentrais de Suisse, m'a exprimé l'inquiétude de son pays sur la politique française en Algérie. La thèse qu'il m'a exposée au sujet de Melouza n'est pas très différente de celle qu'a exprimée le rédacteur en chef de "L'Action", de Tunis, selon le bulletin d'information que vous avez eu l'obligance de me communiquer le 27 juin. Selon plusieurs personnes bien informées, l'affaire peut être ramenée à un cruel règlement de comptes entre deux villages ennemis de toujours, maintenant exploité de part et d'autre à des fins de propagande. La Grande-Bretagne a été invitée, comme d'autres pays, à envoyer un agent diplomatique sur place; le gouvernement anglais n'a pas refusé cette invitation, mais a proposé de déléguer son représentant à Alger, ce que le Ministre de l'Algérie ne voulait précisément pas.

Un fait important est que la France n'a pas pu ou voulu assurer la défense de ceux qui auraient été ses partisans à Melouza. N'est-ce pas d'abord à cette carence de l'armée française qu'il faut attribuer le "sensible fléchissement" du moral des milieux musulmans qu'enregistre la "Semaine en Algérie"? Et ne doit-elle pas faciliter le développement de "l'infrastructure politico-militaire" du F.L.N., dont, aux termes de déclarations publiques d'hommes d'Etat français et des bulletins du Gouvernement Général, on me semble bien mesurer le danger? Les réalisations du F.L.N., sans atteindre, de loin, ce que décrivait, par exemple, tel correspondant des "Glarner Nachrichten", ne sont peut-être pas aussi insignifiantes que vous le disait récemment mon premier collaborateur. Il ne faut cependant pas exclure que le F.L.N. ait montré à des journalistes ne sachant pas l'arabe, et connaissant insuffisamment les confins de l'Algérie, des villages tunisiens ou marocains, en leur faisant croire qu'ils se trouvaient sur sol algérien!

Il est vrai que des ralliements à la France continuent à se produire, en relation exacte, d'ailleurs, avec la protection que peut effectivement donner l'armée. L'implantation de nouvelles formes d'administration française, en revanche, ne paraît pas obtenir le succès espéré par M. Lacoste. La réforme agraire reste pratiquement lettre morte, aucun Musulman ne se risquant à accepter des terres de mains françaises.

Au sujet des émeutes du début de juin, la "Semaine en Algérie" écrit qu'il est impossible de porter un jugement équitable "sans essayer de réaliser l'exaspération provoquée, à Alger, par les ignobles attentats qui, en moins d'une semaine, venaient de faire plus de 200 victimes - dont 20 morts - dans la population civile." Est-ce laisser entendre que l'autorité française n'a pas été entièrement étrangère à la naissance d'incidents qui n'ont peut-être pas éclaté avec une totale spontanéité ? Le F.L.N. a affirmé que les émeutes avaient été préparées "au su des autorités françaises chargées du maintien de l'ordre." "Lacoste était dans le coup", m'a dit textuellement une personnalité du Corps consulaire, relevant que le Ministre compte dans son cabinet un "ultra" ayant grande influence sur les milieux d'anciens combattants. D'autres admettent que la police au moins était "au courant". Ce sont des hypothèses auxquelles on répugne à souscrire. A noter que, selon le haut magistrat que j'ai mentionné plus haut, la réaction française, dans l'optique particulière de la morale arabe, aurait été considérée comme légitime par le F.L.N.

Les "tortures" utilisées par l'armée se seraient ralenties au dire de certains. L'un de mes récents interlocuteurs doute qu'il en soit ainsi. Les représentants de la Commission de sauvegarde venus à Alger se seraient, selon lui, montrés assez "compréhensifs" à l'égard des moyens d'enquête des militaires, qui seraient d'ailleurs de tradition dans l'armée française, comme le sauraient fort bien les militaires britanniques.

Les camps d'internement, de triage, les prisons contiennent 25.000 personnes actuellement, dont 15.000 forment la "population pénale" proprement dite. Les cadres musulmans continueraient à être particulièrement inquiétés, de sorte que la bourgeoisie, depuis un an environ, est devenue nationaliste intégralement. Il se trouve pourtant de bons observateurs pour penser qu'un Messali Hadj jouit encore de prestige dans ces milieux et qu'il pourrait, le cas échéant, jouer un rôle, pour entrevoir aussi

une chance pour la "présence française dans la fédération maghrébine qu'entrevoit M. Bourguiba, même pour penser que la reconnaissance d'une complète "citoyenneté" française pourrait conquérir le coeur de bien des Algériens ... Les bourgeois musulmans qui auraient encore la velléité de s'entremettre entre la France et les rebelles, doivent pourtant méditer en ce moment sur le sort du bachaga Bontaleb, qu'un tribunal militaire vient de condamner à dix ans de réclusion par/ce qu'à son insu, selon lui, des bombes avaient été déposées chez lui, dans une cachette destinée à favoriser des rapprochements secrets entre des officiers français et des représentants de la rébellion! Le sort des Algériens musulmans pris entre les exigences de la rébellion et la rude répression française n'est pas digne d'envie !

Parmi les faits qui peuvent encore vous intéresser, je vous signale ceci :

1) Un membre de la colonie suisse, appelé par ses affaires à travailler avec les commerçants israélites de la "Kasbah" ou des quartiers avoisinants, m'a parlé d'un net ralentissement des affaires dans ces milieux, qui contraste avec la prospérité réelle, mais provisoire, que d'autres commerçants doivent à la présence de plusieurs centaines de milliers de soldats. Ces commerçants israélites cherchent à se défaire de leurs entreprises.

2) Notre correspondant de Bône, qui est venu me voir, m'a dit que la région où se trouvent les villes de Bône, Constantine ou Philippeville, est beaucoup plus calme que la capitale et ses environs. Entre ces trois villes on circule sans difficultés en voiture. Seuls des attentats individuels sont perpétrés.

3) Un exemple de la rudesse des procédés de l'armée vient de nous être donné de la manière suivante : la garnison a fait ouvrir de force et dans les plus brefs délais, alors qu'il ne paraissait y avoir aucune urgence, une villa appartenant à l'un de nos compatriotes, sachant que les clefs étaient à la disposition de l'autorité militaire et qu'une démarche de ma part était en cours.

4) Selon la "Semaine en Algérie" l'armée de libération marocaine fait preuve, dans la région de Colomb-Béchar, d'une activité accrue (sabotage des voies de communication, par mines et explosifs). Les radios arabes invitent, au demeurant, les combattants algériens à saboter

les sondages et les forages de pétrole, les pipelines existant.

5) Le Gouvernement Général semblait craindre une nouvelle grève générale pour le 5 juillet. Cette date a passé sans incident.

En conclusion, j'incline à penser qu'aucune issue n'apparaîtra tant que M. Lacoste ("homme de droite sous une étiquette de gauche", dit Radio-Damas) et son équipe resteront au pouvoir. L'obstination du Ministre de l'Algérie s'expliquerait par sa nature autoritaire de lutteur, par son nationalisme affectif qui se serait accommodé avec ses sentiments socialistes le jour où il a constaté qu'une part importante de la colonie française d'Algérie n'était pas constituée des "gros colons" légendaires, mais de petites gens, formant d'ailleurs une clientèle électorale intéressante pour le parti S.F.I.O., par l'influence enfin du "milieu", et particulièrement de l'entourage.

Cet entourage se plaît, à l'occasion, à un "style" cassant. L'un des proches collaborateurs du Ministre est connu, même parmi ses collègues, pour le plaisir qu'il prend à traiter de haut les représentants des pays étrangers à Alger. Le Consul général de Grande-Bretagne, pas plus que celui des Etats-Unis d'Amérique n'échappent à son ton tranchant. Le second me disait, il y a peu de jours, combien il lui était pénible de vivre, à l'exception de quelques bons amis français dont M. Jacques Chevallier, dans un climat d'hostilité. Ses téléphones sont écoutés, il est suivi, la correspondance du consulat non confiée au courrier officiel est lue. Pour renforcer ce sentiment, une bombe de faible puissance éclatait le lendemain à la porte d'entrée du Consulat général des Etats-Unis, sans d'ailleurs causer de graves dégâts ! Des "sources officielles" attribuent d'autorité cette manifestation au communisme. Jusqu'à preuve du contraire, on pensera qu'elle rappelle plutôt la manière dont les milieux ultras conçoivent la propagande. On a peut-être voulu ainsi montrer l'intérêt que l'on avait porté aux déclarations du sénateur démocrate Kennedy.

Si un changement n'intervient pas à temps, la position de la France risque d'être bien faible devant l'ONU l'automne prochain. Si même la France accentue sa

pression sur les voisins de l'Algérie, comme certains le demandent expressément, ne risque-t-elle pas de créer les conditions mêmes dans lesquelles pourrait naître un conflit international ? L'habileté manoeuvrière du président Bourguiba suffirait-elle, en effet, à contenir en Tunisie les partisans du Colonel Nasser, trop heureux sans doute de pouvoir gagner le nouvel Etat à son influence? La Tunisie entrant en conflit plus ou moins ouvert avec la France, ne se verrait-elle pas offrir des appuis qui ne seraient peut-être pas seulement ceux de la Lybie et de l'Egypte ? Je ne pense pas qu'on entrevoie ici ce danger. La leçon de Suez serait-elle déjà oubliée ?

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Consul général de Suisse :

H. Voives

Copie à l'Ambassade de Suisse à Paris.